Dr EZZIDEEN 15 novembre 2026

"Pendant la Seconde Guerre mondiale, les avions américains ont bombardé des quartiers civils en Allemagne, tuant près d'un demi-million de civils allemands. Plus tard, en défendant ces attaques, les États-Unis ont justifié le bombardement des populations civiles comme un moyen de briser le moral de la société allemande. Un autre argument utilisé pour justifier de telles attaques était que le silence du peuple allemand sous Hitler équivalait à une approbation de ses politiques, et qu'il méritait donc d'être puni. Pourtant, de nombreux historiens ont contesté ce raisonnement. Tout le monde n'était pas nazi parmi ceux qui vivaient sous Hitler, et tous ceux qui restaient silencieux ne le soutenaient pas. Néanmoins, cette distinction n'a rien fait pour protéger les civils des bombes. Et hier, l'ancienne chancelière allemande Angela Merkel a ressuscité ce même raisonnement en défendant les politiques d'Israël envers les civils à Gaza, en pointant du doigt, dans le contexte de ses remarques sur la guerre d'Israël, l'absence d'une opposition publique généralisée à Hamas au sein de Gaza. Et voici ma question : Que doit exactement faire un civil pour mériter la protection ? Doit-il descendre dans la rue et se confronter à une autorité armée ? Doit-il déclarer publiquement son opposition devant les caméras ? Doit-il prouver au monde qu'il a résisté assez fort avant que sa mort devienne digne de condamnation ? Je viens de Gaza, et je sais que s'opposer au Hamas n'est pas une position politique abstraite. Je sais qu' exprimer une telle opposition publiquement peut comporter des risques très réels. Je sais aussi que les Palestiniens ont critiqué le Hamas, avant et pendant la guerre. Certains ont même payé de leur vie pour cela, même si leurs voix n'ont jamais atteint Mme Merkel. Mais plus important encore, je ne comprends pas pourquoi nous devrions devoir passer cet examen en premier lieu. Un enfant allemand n'aurait jamais dû avoir à prouver qu'il s'opposait à Hitler pour éviter d'être tué sous les décombres de sa maison. Et un enfant palestinien ne devrait pas avoir à prouver que sa famille s'opposait au Hamas pour mériter de vivre. Nous pouvons discuter de la responsabilité des gouvernements et des groupes armés. Nous pouvons les critiquer, condamner leurs actions et exiger qu'ils soient tenus responsables. Mais dès l'instant où nous commençons à mesurer le droit à la vie des civils en fonction de la mesure dans laquelle ils ont résisté à ceux qui les gouvernaient, nous franchissons

une ligne dangereuse : nous cessons de tenir ceux qui détiennent le pouvoir responsables et commençons à tenir leurs victimes responsables de la violence qui leur est infligée. Et ce qui me fait le plus mal, c'est d'entendre ce raisonnement, même par implication, de la part d'une figure politique allemande qui, plus que quiconque, devrait comprendre où peut mener l'idée de traiter une population entière comme collectivement coupable. Un civil ne devrait pas avoir besoin d'un certificat de bonne conduite politique pour mériter la protection contre les bombes."